

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



jeudi 12 septembre 2013

Un appel à la prudence de Russie (The New York Times)

Vladimir V. Poutine

Les récents événements autour de la Syrie m'ont invité à parler directement au peuple américain et à ses dirigeants politiques. Il est important de le faire au moment d'une communication insuffisante entre nos sociétés.

Les relations entre nous sont passées par différentes étapes. Nous étions les uns contre les autres pendant la guerre froide. Mais nous avons aussi été des alliés un temps, et avons vaincu les nazis ensemble. L'organisation internationale universelle - l'Organisation des Nations Unies - a ensuite été mise en place pour empêcher qu'une telle dévastation ne se reproduise jamais.

Les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies ont compris que les décisions concernant la guerre et la paix devraient ne se prendre que par consensus, et avec le consentement de l'Amérique le droit de veto par les membres permanents du Conseil de sécurité a été inscrit dans la Charte des Nations Unies. La profonde sagesse de ceci a maintenu la stabilité des relations internationales pendant des décennies.

Personne ne veut que l'Organisation des Nations Unies subisse le sort de la Société des Nations, qui s'est effondré parce qu'il lui manquait une véritable influence. C'est possible si des pays influents contournent les Nations Unies et entreprennent une action militaire sans l'autorisation du Conseil de sécurité.

La frappe potentielle des États-Unis contre la Syrie, malgré la forte opposition de nombreux pays et les principaux responsables politiques et religieux, y compris le Pape, se traduira par plus de victimes innocentes et une escalade, propageant potentiellement le conflit au-delà des frontières de la Syrie. Une frappe augmentera la violence et déclenchera une nouvelle vague de terrorisme. Elle pourrait saper les efforts multilatéraux visant à résoudre le problème nucléaire iranien et le conflit israélo-palestinien et déstabiliser davantage le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Elle pourrait rendre l'ensemble du système du droit et de l'ordre international hors d'équilibre.

La Syrie n'est pas témoin d'une bataille pour la démocratie, mais d'un conflit armé entre le gouvernement et l'opposition dans un pays multi religieux. Il y a peu de champions de la démocratie en Syrie. Mais il y a plus qu'assez de combattants d'al-Qaïda et d'extrémistes de tous bords qui luttent contre le gouvernement. Le Département d'Etat des États-Unis a déjà désigné al-Nusra et l'Etat islamique d'Irak et du Levant, combattant avec l'opposition,

comme des organisations terroristes. Ce conflit interne, alimenté par des armes étrangères fournies à l'opposition, est l'un des plus sanglants dans le monde.

Des mercenaires de pays arabes luttent là-bas, et des centaines d'activistes en provenance des pays occidentaux et même de Russie, sont pour nous une source de profonde inquiétude. Ne pourraient-ils pas retourner dans nos pays avec l'expérience acquise en Syrie ? Après tout, après les combats en Libye, les extrémistes sont passés au Mali. Cela nous menace tous.

Dès le début, la Russie a prôné un dialogue pacifique permettant aux Syriens d'élaborer un plan de compromis pour leur propre avenir. Nous ne protégeons pas le gouvernement syrien, mais le droit international. Nous devons utiliser le Conseil de sécurité des Nations Unies et croire que la préservation de la loi et de l'ordre dans le monde complexe et turbulent d'aujourd'hui est l'une des rares façons d'empêcher les relations internationales de sombrer dans le chaos. La loi est toujours la loi, et nous devons la suivre que nous le voulions ou non. Selon le droit international actuel, la force n'est autorisée qu'en cas de légitime défense ou par la décision du Conseil de sécurité. Tout le reste est inacceptable en vertu de la Charte des Nations Unies et constituerait un acte d'agression.

Personne ne doute que du gaz toxique ait été utilisé en Syrie. Mais il y a tout lieu de croire qu'il a été utilisé non pas par l'armée syrienne, mais par les forces de l'opposition, afin de provoquer l'intervention de leurs puissants protecteurs étrangers, qui seraient du côté des fondamentalistes. Les rapports indiquant que des activistes se préparent une nouvelle attaque - cette fois contre Israël - ne peuvent pas être ignorés.

Il est alarmant de constater que l'intervention militaire dans des conflits internes de pays étrangers est devenue monnaie courante aux États-Unis. Est-ce dans l'intérêt à long terme de l'Amérique ? J'en doute. Des millions de personnes dans le monde voient de plus en plus l'Amérique non pas comme un modèle de démocratie, mais aussi comme s'appuyant uniquement sur la force brute, bricolant des coalitions réunies sous le slogan "vous êtes avec nous ou contre nous".

Mais la force s'est révélée inefficace et inutile. L'Afghanistan chancelle, et personne ne peut dire ce qui se passera après que les forces internationales se seront retirées. La Libye est divisée en tribus et en clans. En Irak, la guerre civile se poursuit, avec des dizaines de morts chaque jour. Aux États-Unis, nombre d'entre vous établissent une analogie entre l'Irak et la Syrie, et se demandent pourquoi leur gouvernement voudrait répéter les erreurs récentes.

Peu importe à quel point les frappes seront ciblées ou à quel point les armes seront sophistiquées, des victimes civiles sont inévitables, y compris des personnes âgées et des enfants, que les frappes sont censées protéger.

Le monde réagit en demandant : si vous ne pouvez pas compter sur le droit international, alors vous devez trouver d'autres façons d'assurer votre sécurité. Ainsi, un nombre croissant de pays cherchent à acquérir des armes de destruction massive. Ce qui est logique : si vous avez l'arme nucléaire, personne ne va vous toucher. Nous sommes partis en parlant de la nécessité de renforcer la non-prolifération, alors qu'en réalité cela l'érode.

Nous devons cesser d'utiliser le langage de la force et reprendre le chemin du règlement diplomatique et politique civilisé.

Une nouvelle possibilité d'éviter une action militaire a émergé dans les derniers jours. Les Etats-Unis, la Russie et tous les membres de la communauté internationale doivent tirer parti de la volonté du gouvernement syrien de mettre son arsenal chimique sous contrôle international pour sa destruction ultérieure. A en juger par les déclarations du président Obama, les Etats- Unis voient cela comme une alternative à l'action militaire.

Je me réjouis de l'intérêt du président à poursuivre le dialogue avec la Russie sur la Syrie. Nous devons travailler ensemble pour maintenir cet espoir vivant, comme convenu lors de la réunion du G8 à Lough Erne en Irlande du Nord en juin, et réorienter le débat vers des négociations.

Si nous pouvons éviter la force contre la Syrie, cela permettra d'améliorer l'atmosphère dans les affaires internationales et de renforcer la confiance mutuelle. Ce sera notre réussite commune et ouvrira la porte à une coopération sur d'autres questions cruciales.

Ma relation professionnelle et personnelle avec le président Obama est marquée par une confiance croissante. J'apprécie cela. J'ai étudié attentivement son discours à la nation de mardi. Et je serais plutôt en désaccord avec une affirmation qu'il a faite sur l'exceptionnalisme américain, affirmant que la politique des États-Unis est "ce qui rend l'Amérique différente. C'est ce qui nous rend exceptionnels." Il est extrêmement dangereux d'encourager les gens à se considérer comme exceptionnels, quelle que soit la motivation. Il y a de grands pays et de petits pays, riches et pauvres, ceux qui ont de longues traditions démocratiques et ceux à qui il reste encore à trouver leur chemin vers la démocratie. Leurs politiques diffèrent aussi. Nous sommes tous différents, mais quand nous demandons la bénédiction du Seigneur, nous ne devons pas oublier que Dieu nous a créés égaux.

Vladimir V. Poutine,
Président de la Russie

Le 11 septembre 2013.

Source : [A Plea for Caution From Russia](#)

<http://www.nytimes.com/2013/09/12/opinion/putin-plea-for-caution-from-...>

<http://www.nytimes.com/2013/09/12/opinion/putin-plea-for-caution-from-russia-on-syria.html?pagewanted=print>

<http://www.legrandsoir.info/un-appel-a-la-prudence-de-russie.html>